L'impact de la crise de 1929 : cours d’histoire terminale à télécharger en PDF

Cours d’histoire – Terminale

Ce cours d’histoire de terminale sur « L'impact de la crise de 1929 » fait partie du thème « Fragilités des démocraties, totalitarismes et Seconde Guerre mondiale (1929-1945) ». Tu y trouves d’abord la leçon complète, avec ses documents, ses cartes et ses définitions, puis l’essentiel à retenir. Ensuite, entraîne-toi avec les exercices du chapitre, teste-toi avec le QCM et prépare l’évaluation avec le contrôle.

Problématique : Comment la crise de 1929, née aux États-Unis, devient-elle une crise mondiale, et comment les démocraties, en particulier les États-Unis et la France, y répondent-elles ?

Le jeudi 24 octobre 1929, devant la Bourse de New York, des foules d'épargnants et de curieux s'entassent dans Wall Street. Les cours viennent de s'effondrer et les ordres de vente se comptent par millions. Le lundi 28 puis le mardi 29 octobre, la panique s'aggrave. En quelques semaines, des fortunes disparaissent. Pourtant le krach n'est que le signal d'une crise bien plus large.

En 1933, aux États-Unis, environ un actif sur quatre est sans emploi ; en Allemagne, près d'un sur trois en 1932. Cette crise économique devient aussi une crise politique, car elle met à l'épreuve les démocraties. Face à la misère, elles doivent agir vite sans renoncer aux libertés. Roosevelt aux États-Unis, Léon Blum en France choisissent la réforme dans le cadre de la loi. En Allemagne, au contraire, la démocratie s'effondre en janvier 1933.

Problématique : comment la crise de 1929, née aux États-Unis, devient-elle une crise mondiale, et comment les démocraties, en particulier les États-Unis et la France, y répondent-elles ?

1. Du krach de Wall Street à la crise mondiale

Les années folles et leurs fragilités

Après la Première Guerre mondiale, les États-Unis sont devenus la première puissance économique du monde et le principal créancier des pays européens. Dans les années 1920, leur économie connaît une croissance rapide fondée sur la production en série (l'automobile de Ford, l'électroménager, la radio). Elle repose aussi sur la consommation de masse, que le crédit à la consommation facilite. Beaucoup d'Américains ont l'impression que la prospérité est devenue permanente.

Cette prospérité est pourtant fragile. Les agriculteurs souffrent d'une surproduction et de prix qui baissent depuis le début de la décennie. Les revenus sont très inégaux. Une partie des ouvriers, des paysans pauvres et des Noirs du Sud reste à l'écart de la croissance. Ainsi, la demande n'augmente pas aussi vite que la production. Surtout, une partie de plus en plus large de la population se met à acheter des actions, souvent à crédit, en pariant sur une hausse sans

fin des cours. C'est la **spéculation**. Les cours de la Bourse montent bien plus vite que la valeur réelle des entreprises.

L'économie européenne dépend elle aussi de ce système. Le plan Dawes (1924) organise un circuit. Des banques américaines prêtent à l'Allemagne, qui verse des réparations à la France et au Royaume-Uni. Ceux-ci remboursent leurs dettes de guerre aux États-Unis. Tant que l'argent américain afflue, le circuit tourne ; si les prêts s'arrêtent, il se bloque.

> **Définition : krach**
>
> Effondrement brutal et massif des cours d'une Bourse de valeurs. Le krach de Wall Street (octobre 1929) est un phénomène financier. Il déclenche une crise économique plus large, la « Grande Dépression », qui touche la production, les banques, l'emploi et le commerce.

Le krach d'octobre 1929

À partir de septembre 1929, les cours se mettent à fléchir et la nervosité gagne les épargnants. Le **jeudi 24 octobre 1929** (« jeudi noir »), les ventes se multiplient. Puis la baisse se poursuit les 28 et 29 octobre (« mardi noir »). En deux mois, l'indice Dow Jones passe d'environ 381 points à 198. Beaucoup de spéculateurs, qui avaient acheté à crédit, sont ruinés. Les banques qui leur avaient prêté de l'argent se trouvent alors en difficulté.

Foule rassemblée devant la Bourse de New York, Wall Street, à l'époque du krach d'octobre 1929, photographie, domaine public.

Commentaire. La photographie montre une foule d'hommes en costume et en chapeau, rassemblée devant l'entrée de la Bourse, sous la surveillance d'un policier. Elle exprime l'inquiétude collective plus que la ruine individuelle, que la photographie ne peut pas montrer. Elle ne dit rien non plus des causes profondes de la crise. Le krach en est le déclencheur, non l'unique origine.

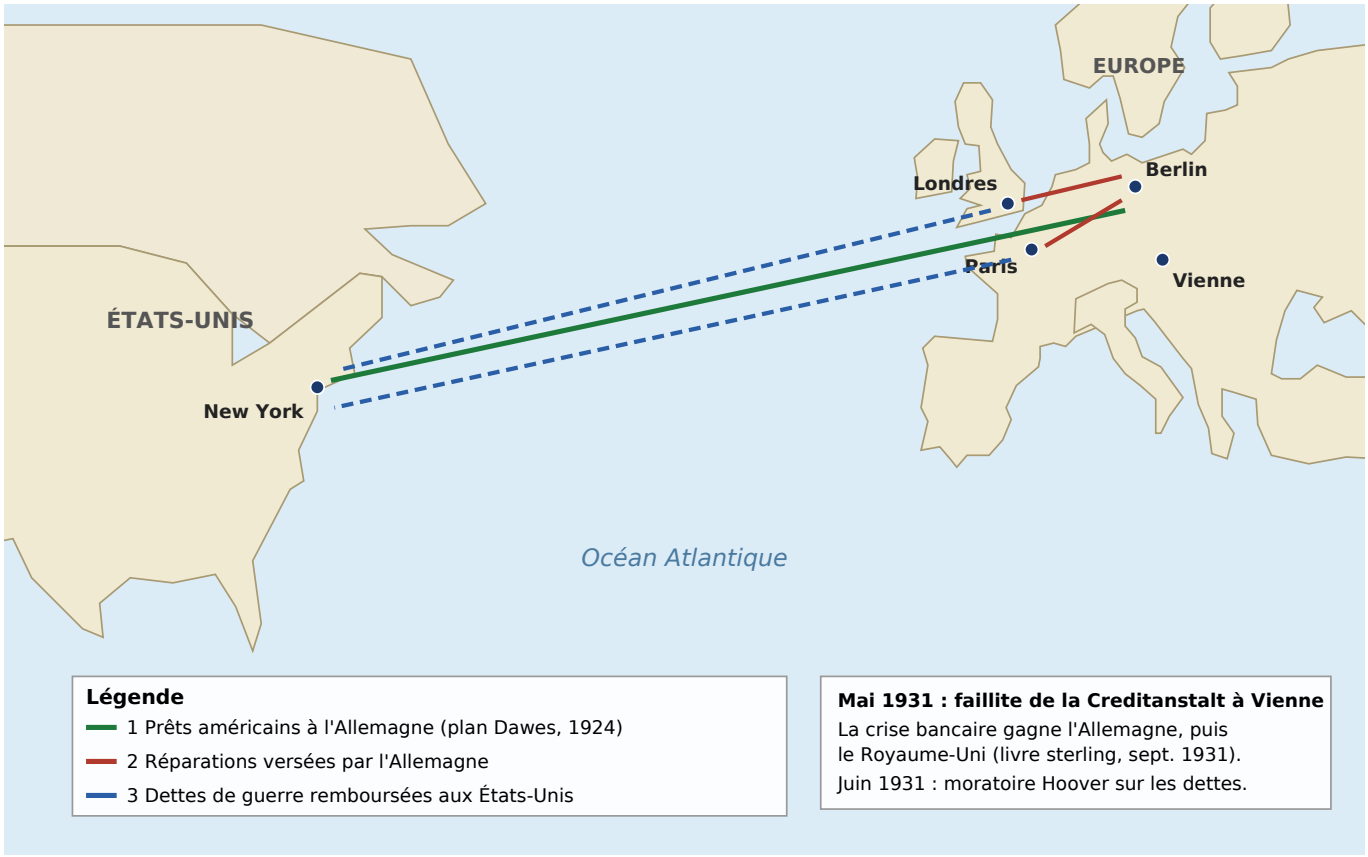
De la crise américaine à la crise mondiale

Dans les années qui suivent, la crise s'étend. Aux États-Unis, la baisse de la consommation et de l'investissement entraîne des licenciements en chaîne. Dans le même temps, des milliers de banques font faillite. Les déposants, pris de panique, retirent leur argent, et les banques n'ont pas les liquidités nécessaires. Le chômage grimpe jusqu'à environ 25 % de la population active en 1933, contre 8 % environ en 1930.

La crise se transmet ensuite au monde entier par plusieurs canaux. Les banques américaines rapatrient leurs capitaux, ce qui prive l'Allemagne de crédits. Les pays se protègent par des droits de douane élevés (aux États-Unis, la loi Smoot-Hawley de 1930). Le commerce mondial se contracte donc. Les pays producteurs de matières premières et de produits agricoles voient leurs prix s'effondrer. Ainsi, en 1932, le chômage atteint 29 % en Australie. En Europe centrale, la faillite en mai 1931 de la plus grande banque autrichienne, la Creditanstalt de Vienne, déclenche une crise bancaire. Celle-ci touche l'Allemagne. Le président Hoover propose en juin 1931 un moratoire d'un an sur les dettes et les réparations. Enfin, en septembre 1931, le Royaume-Uni abandonne l'étalon-or.

Définition : étalon-or

Système monétaire dans lequel chaque monnaie nationale est définie par un poids d'or et peut être échangée contre de l'or. Dans les années 1930, il lie les économies entre elles. Un pays qui veut défendre la valeur de sa monnaie doit réduire ses dépenses et ses prix, ce qui aggrave la crise. Ceux qui l'abandonnent (le Royaume-Uni en 1931, les États-Unis en 1933) peuvent dévaluer et relancer leurs exportations.



Carte schématique : le circuit financier transatlantique des années 1920 et la propagation de la crise (1931).

Un monde en crise en 1932-1933

Ainsi, en 1932-1933, l'économie mondiale est à son niveau le plus bas. En 1932, la production industrielle du Canada n'atteint que 58 % de son niveau de 1929, celle du Royaume-Uni 83 %. Les gouvernements démocratiques sont donc confrontés à des situations sociales très tendues.

2. Les États-Unis : le New Deal de Roosevelt

La société américaine en crise

Au début des années 1930, la misère devient visible. Des millions de chômeurs ne reçoivent presque aucune aide publique, car les États-Unis ne disposent pas encore d'assurance chômage nationale. Des quartiers de cabanes, surnommés « Hoovervilles » en référence au président, se forment à la périphérie des villes. On s'y nourrit grâce aux soupes populaires et à la charité. Dans les Grandes Plaines, la sécheresse et l'érosion des sols (le Dust Bowl) poussent des familles d'agriculteurs ruinés à partir vers la Californie.

Le président républicain Herbert Hoover (1929-1933) croit à la capacité du marché de se rétablir seul. Il refuse donc d'engager l'État dans de grands programmes d'aide directe. Il crée

toutefois en 1932 une Reconstruction Finance Corporation chargée de prêter aux banques et aux entreprises. À l'été 1932, l'armée chasse de Washington les anciens combattants qui réclamaient le paiement anticipé d'une prime. Cet épisode ruine sa popularité.

Les Cent Jours et le premier New Deal (1933-1934)

Le démocrate Franklin D. Roosevelt, gouverneur de New York, promet aux électeurs un « New Deal » (une nouvelle donne) pendant la campagne de 1932. Il est élu en novembre 1932 et entre en fonctions le 4 mars 1933. Dès son discours d'investiture, il affirme que « la seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même ». Il annonce aussi que l'État agira.

Document 1 – Roosevelt, discours d'investiture (4 mars 1933)

> Permettez-moi d'affirmer avant tout ma ferme conviction : la seule chose que nous ayons à craindre, c'est la crainte elle-même, cette terreur sans nom, déraisonnable, injustifiée, qui paralyse les efforts nécessaires pour transformer la retraite en avance. [...] Seul un optimiste insensé peut nier les sombres réalités du moment. [...] Notre première tâche est de remettre les gens au travail. Ce problème n'est pas insoluble si nous l'abordons avec sagesse et courage. Il peut être résolu en partie par un recrutement direct de l'État lui-même, qui traiterait cette tâche comme il traiterait l'urgence d'une guerre, tout en accomplissant, grâce à ces emplois, des projets très nécessaires pour stimuler et réorganiser l'utilisation de nos ressources naturelles.

Franklin D. Roosevelt, discours d'investiture, Washington, 4 mars 1933 (traduction ; texte original sur avalon.law.yale.edu/20th_century/froos1.asp).

Commentaire. Le président s'adresse à un pays qui vit la crise depuis plus de trois ans. Il commence par redonner confiance (« la seule chose que nous ayons à craindre… »). Pourtant il ne nie pas la situation : « seul un optimiste insensé peut nier les sombres réalités du moment ». Surtout, il rompt avec la politique de son prédécesseur en affirmant que l'État lui-même va créer des emplois. Il compare l'effort à adopter à « l'urgence d'une guerre ». Ce vocabulaire militaire montre que le gouvernement se donne le droit d'agir avec une rapidité exceptionnelle.

Les mesures des Cent Jours

Pendant les « Cent Jours » (mars-juin 1933), le Congrès vote en urgence une série de lois. Les banques sont fermées quelques jours (6 mars) puis rouvertes après un contrôle. Le dollar cesse d'être convertible en or. Un Civilian Conservation Corps (CCC) emploie des jeunes chômeurs à des travaux de reboisement et d'aménagement. La loi sur l'ajustement agricole (AAA) subventionne les agriculteurs qui réduisent leur production, pour faire remonter les prix.

La Tennessee Valley Authority (TVA) construit des barrages et produit de l'électricité dans une région pauvre. La loi de redressement industriel (NIRA) fixe des codes de concurrence, des salaires minimaux et reconnaît le droit de négociation collective. Elle finance aussi de grands travaux. Enfin, la loi Glass-Steagall sépare les banques de dépôt et les banques d'affaires et

crée une garantie fédérale des dépôts. Roosevelt s'adresse régulièrement aux Américains par la radio dans ses « causeries au coin du feu ».

> **Définition : New Deal**
>
> Ensemble des mesures de relance, de réforme et de protection sociale mises en œuvre aux États-Unis de 1933 à 1938 sous la présidence de Franklin D. Roosevelt. Il renforce le rôle du gouvernement fédéral dans l'économie et la société, sans remettre en cause le capitalisme ni les libertés politiques.

Jeunes chômeurs du Civilian Conservation Corps pavant une route avec des pierres, États-Unis, années 1930, photographie, National Archives (NARA), Washington.

Le second New Deal (1935-1938)

En 1935, la Cour suprême déclare inconstitutionnelle la loi NIRA, puis la loi AAA en 1936. Roosevelt, dont la popularité reste forte, lance alors un « second New Deal » plus social. Le **Wagner Act** (juillet 1935) garantit le droit des salariés de s'organiser en syndicats et de négocier collectivement. Le **Social Security Act** (14 août 1935) crée un système fédéral de retraites et une assurance chômage. Il prévoit aussi des aides pour les personnes âgées, les aveugles et les enfants à charge. La Works Progress Administration (WPA) emploie des millions de chômeurs sur des chantiers publics. Roosevelt est triomphalement réélu en novembre 1936.

Le président Roosevelt signe le Social Security Act, Washington, 14 août 1935, photographie, entouré de parlementaires et de membres de son administration.

Commentaire. La photographie met en scène le chef de l'exécutif au centre, assis, plume en main, entouré de parlementaires et de collaborateurs debout et attentifs. Elle présente la loi comme une œuvre collective et solennelle. Le Social Security Act est un tournant. En effet, le gouvernement fédéral reconnaît pour la première fois une responsabilité nationale face à la vieillesse et au chômage.

Un bilan nuancé

Le New Deal a rétabli la confiance dans le système bancaire, créé des emplois publics, protégé les salariés et installé un État social. Mais il n'a pas supprimé le chômage. Celui-ci reste élevé jusqu'à ce que l'économie de guerre fasse repartir l'industrie à partir de 1940-1941. La récession de 1937-1938 le montre. Le New Deal a aussi des limites.

De nombreux travailleurs agricoles et employés de maison, parmi lesquels beaucoup d'Afro-Américains, sont d'abord exclus du système de sécurité sociale. Il suscite enfin l'hostilité des milieux d'affaires et de la Cour suprême, qui reprochent à Roosevelt d'étendre le pouvoir de l'État fédéral. Ce que l'on retient surtout, c'est que la première démocratie du monde a surmonté la crise en réformant sans renoncer aux libertés.

3. La France : de la crise au Front populaire

Une crise tardive et une démocratie fragilisée

La France ressent plus tard la crise que les États-Unis ou l'Allemagne. En effet, son économie, où la part de l'agriculture et de la petite entreprise est importante, est moins dépendante de la Bourse et du crédit extérieur. De plus, le franc Poincaré, stabilisé en 1928, reste attaché à l'or. Mais à partir de 1931-1932 les exportations reculent, les faillites se multiplient, le chômage et le chômage partiel progressent. Les gouvernements successifs choisissent la **déflation** pour défendre le franc. Ils réduisent les dépenses publiques et les salaires des fonctionnaires, ce qui aggrave la baisse de la demande.

> **Définition : déflation**
>
> Politique économique qui cherche à faire baisser les prix et les dépenses (réduction des dépenses publiques, des salaires, du crédit) pour rétablir l'équilibre budgétaire ou défendre la valeur de la monnaie. En période de crise, elle réduit la demande et risque d'accroître le chômage.

La vie politique est instable : les gouvernements de la IIIème République tombent les uns après les autres. À la fin de 1933, l'affaire Stavisky (un escroc protégé par des relations dans le monde politique et judiciaire, retrouvé mort en janvier 1934) nourrit le discrédit du régime parlementaire. Les ligues d'extrême droite l'exploitent.

Le 6 février 1934

Le 6 février 1934, jour où le nouveau gouvernement d'Édouard Daladier se présente devant la Chambre des députés. Ce jour-là, les ligues (Action française, Jeunesses patriotes, Solidarité française, Croix-de-Feu) et des associations d'anciens combattants appellent à manifester. Elles reprochent au gouvernement d'avoir limogé le préfet de police Jean Chiappe, réputé proche de la droite. Place de la Concorde, des manifestants tentent de franchir le pont vers le Palais-Bourbon et affrontent les forces de l'ordre. On relève au moins une quinzaine de morts. Daladier démissionne le lendemain et un gouvernement d'union nationale est formé par Gaston Doumergue.

> **Définition : ligues**
>
> Organisations politiques d'extrême droite de l'entre-deux-guerres (Action française, Jeunesses patriotes, Croix-de-Feu…), souvent paramilitaires, hostiles au régime parlementaire et prônant un pouvoir autoritaire. Elles ne forment pas des partis qui présentent des candidats, mais agissent dans la rue.

Émeute place de la Concorde, Paris, 6 février 1934, photographie de presse (domaine public). À gauche, les forces de l'ordre en rang ; au centre, des manifestants.

Commentaire. La photographie saisit l'instant d'un affrontement. À gauche, un rang de forces de l'ordre ; au centre, des manifestants dispersés qui lancent des projectiles. L'image montre la violence de la rue et le désordre. Mais elle ne permet pas de dire à elle seule qui est l'agresseur ni quelles étaient les intentions des manifestants. C'est ce qui explique que les historiens débattent. Pour la gauche de l'époque, c'est une tentative de coup d'État fasciste. Pour beaucoup de chercheurs, il s'agit plutôt d'une manifestation insurrectionnelle des ligues, sans

plan de prise du pouvoir coordonné.

Du 6 février 1934 au Front populaire

Pour la gauche, le danger fasciste est désormais réel. Le 12 février 1934, la CGT organise une grève générale et des cortèges unitaires. Les communistes et les socialistes, jusque-là adversaires, signent en juillet 1934 un pacte d'unité d'action. Le parti radical rejoint le mouvement en 1935.

Le 14 juillet 1935, un grand défilé et un serment fondent le **Rassemblement populaire**, qui rédige un programme pour « le pain, la paix, la liberté ». Aux élections législatives des 26 avril et 3 mai 1936, la gauche l'emporte. Le socialiste Léon Blum devient président du Conseil le 4 juin 1936. Il est le premier socialiste et le premier juif à diriger le gouvernement français. Trois femmes entrent au gouvernement comme sous-secrétaires d'État, alors qu'elles n'ont pas le droit de vote.

Définition : Front populaire

Coalition des partis de gauche (Parti communiste, SFIO socialiste, Parti radical) qui gouverne la France de 1936 à 1938. Elle s'est formée pour défendre les libertés contre les ligues et pour lutter contre la crise économique.

Document 2 – Léon Blum, déclaration ministérielle (6 juin 1936)

> Le Gouvernement se présente devant vous au lendemain d’élections générales où la sentence du suffrage universel, notre juge et notre maître à tous, s’est traduite avec plus de puissance et de clarté qu’à aucun moment de l’histoire républicaine.
>
> Il a affirmé sa résolution de rechercher dans des voies nouvelles les remèdes de la crise qui l’accable, le soulagement de souffrances et d’angoisses que leur durée rend sans cesse plus cruelles, le retour à une vie active, saine et confiante. […] Ces projets de loi concerneront : L’amnistie, La semaine de quarante heures, Les contrats collectifs, Les congés payés, Un plan de grands travaux

Léon Blum, déclaration ministérielle devant la Chambre des députés, 6 juin 1936, in L'Exercice du pouvoir, Gallimard, 1937, p. 66-71 (texte sur fr.wikisource.org).

*suffrage universel : ici, le vote des électeurs aux élections législatives d'avril-mai 1936.

Commentaire. Blum s'appuie sur la légitimité du vote : le gouvernement a pour « majorité » celle que « le pays a voulue ». Il présente la crise comme sa première tâche (« remèdes de la crise »). Il annonce aussi un programme de réformes précises (amnistie, 40 heures, contrats collectifs, congés payés). Ce discours montre que le Front populaire choisit la réforme sociale dans le respect du suffrage universel, à l'inverse des régimes autoritaires.

Les réformes de 1936 et leurs limites

Dans les semaines qui suivent l'élection, une vague de grèves avec occupation d'usines touche la France. Près de deux millions de grévistes réclament de meilleures conditions de travail. Le patronat et la CGT concluent le 7 juin 1936 les accords de Matignon sous l'égide du gouvernement. Les salaires augmentent de 7 à 15 %, le droit syndical et l'élection de délégués du personnel sont reconnus.

Le Parlement vote en juin les lois sur les conventions collectives, la semaine de 40 heures et les **congés payés** (deux semaines par an). Il vote ensuite la prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans, l'Office du blé et la nationalisation partielle des fabrications d'armes. Les ligues sont dissoutes. Un sous-secrétariat aux sports et aux loisirs est confié à Léo Lagrange. Des billets de train à tarif réduit permettent à des familles ouvrières de partir en vacances.

« Cyclotourisme ou l'art de vagabonder », double page de l'hebdomadaire Regards consacrée aux loisirs populaires, 1936, Bibliothèque nationale de France (Gallica).

Le Front populaire se heurte pourtant à des difficultés. Les prix augmentent, les capitaux fuient, le franc est dévalué à l'automne 1936. Blum annonce une « pause » dans les réformes en février 1937. Le gouvernement est divisé sur l'attitude à adopter face à la guerre d'Espagne : il choisit la non-intervention (août 1936). Après la démission de Blum en juin 1937 et un bref retour en 1938, les gouvernements de Daladier reviennent sur les 40 heures à partir de novembre 1938. Mais les congés payés et les conventions collectives sont restés dans la mémoire collective comme des conquêtes sociales durables.

4. Les démocraties face à la crise : des réponses contrastées

Le Royaume-Uni, dirigé à partir de 1931 par un gouvernement d'union nationale, abandonne l'étalon-or, dévalue la livre, instaure des droits de douane et s'appuie sur son empire. La reprise y est assez rapide et la démocratie n'est pas menacée. Les États-Unis et la France cherchent des solutions dans les réformes. L'Allemagne, elle, suit un chemin opposé. Le chancelier Brüning (1930-1932) pratique la déflation, alors que le chômage monte jusqu'à près de 30 % en 1932. Aux élections de septembre 1930, le parti nazi obtient 18,3 % des voix. En juillet 1932, il recueille plus d'un tiers des suffrages. Hitler devient chancelier le 30 janvier 1933 : il détruira la démocratie en quelques mois (voir le chapitre suivant).

La crise de 1929 n'explique pas à elle seule la fragilité des démocraties, mais elle agit comme un révélateur. Là où le régime a des institutions solides, des gouvernements capables d'agir et une société qui garde confiance en lui, il résiste. Là où il est déjà contesté, où l'humiliation nationale s'ajoute à la misère, comme dans l'Allemagne de Weimar, des mouvements totalitaires peuvent en profiter. Les années 1930 se terminent ainsi par un monde divisé entre démocraties, régimes totalitaires et régimes autoritaires.

- **1924** Plan Dawes : les prêts américains relancent l'économie européenne
- **24-29 octobre 1929** Krach de Wall Street (« jeudi noir », « mardi noir »)
- **Mai 1931** Faillite de la Creditanstalt à Vienne ; crise bancaire en Europe centrale
- **30 janvier 1933** Hitler devient chancelier du Reich
- **4 mars 1933** Roosevelt entre en fonctions ; début du New Deal
- **6 février 1934** Manifestation des ligues place de la Concorde à Paris

- **14 août 1935** Social Security Act aux États-Unis
- **Mai-juin 1936** Victoire du Front populaire, grèves, accords de Matignon, lois sociales
- **Juin 1937** Démission de Léon Blum

À retenir

- Le krach de Wall Street (octobre 1929) déclenche une crise économique mondiale, amplifiée par le recul des crédits américains, le protectionnisme et l'étalon-or.
- Aux États-Unis, Roosevelt mène le New Deal (1933-1938) : l'État intervient pour relancer l'économie, réformer la finance et protéger les salariés (Social Security Act, 1935).
- En France, la crise tardive et le scandale Stavisky fragilisent le régime. Le 6 février 1934 provoque l'union de la gauche, puis le Front populaire (1936) et ses réformes sociales (accords de Matignon, 40 heures, congés payés).
- Les démocraties résistent quand elles réforment sans renoncer aux libertés ; en Allemagne, la crise contribue à l'arrivée de Hitler au pouvoir (30 janvier 1933).